

KARIM DJOUDI INFIRME LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA COUR DES COMPTES

«Aucune observation sur les données comptables»

Le ministre des Finances, Karim Djoudi, qui a présenté hier le projet de rapport de règlement budgétaire pour l'année 2009 devant l'APN, a rebondi sur la déclaration, la veille, du président de la Cour des comptes, Abdelkader Benmaarouf, qui a souligné que son institution avait relevé des anomalies en matière de consommation des budgets ainsi qu'en matière de respect de la réglementation. «La Cour des comptes n'a émis aucune observation sur les données comptables contenues dans le projet de loi», a affirmé Djoudi.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le ministre des Finances, dont la copie a été validée sans surprise par l'APN, a jugé utile de souligner le distinguo entre l'utilité et l'efficacité d'une dépense publique et le manquement à la réglementation. Djoudi a expliqué que les notions d'utilité et d'efficacité relèvent de l'appréciation. «Que celui qui a constaté un manquement à la réglementation en matière de dépenses publiques actionne les mécanismes idoines», a-t-il dit.

S'agissant des comptes d'affectations spéciales, le ministre des Finances a répété qu'ils sont soumis aux mêmes contrôles que le

reste des dépenses budgétaires. «Depuis 2007, j'ai ordonné un contrôle permanent sur les comptes spéciaux.» Soit. Mais si Djoudi n'estime pas nécessaire de s'attarder sur l'utilité et l'efficacité des dépenses publiques, préférant le langage comptable, il n'en est pas de même de certains députés qui, eux, ont estimé que cet aspect des choses est aussi important.

Ainsi, Ahmed Maouche du RND a dégagé une série d'observations sur le secteur de la solidarité nationale géré alors par Djamel Ould Abbès, l'actuel ministre de la Santé qui, dans une rare audace, a eu à affirmer qu'il n'a de compte à rendre qu'au chef



Photo : Samir Sid

Djoudi préfère le langage comptable.

de l'Etat, faisant peu de cas du Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

Le député a souligné que le secteur de la solidarité nationale n'a pas pu maîtriser la dépense, que les aides sociales, telles que le couffin de Ramadan, avaient connu une gestion au rabais, tant est qu'il n'existait pas de fichier précis de nécessiteux. Ahmed

Maouche n'a pas omis également de rappeler cette promesse devant les députés non tenue d'Ould Abbès. Il s'agissait de mettre à disposition des malades du Sud et de leurs accompagnateurs pour des soins au Nord des transports à titre gracieux. De son côté, le député Ghouti Fillali d'El Islah a soutenu que la réalité est totale-

ment différente de ce que véhicule le langage des chiffres. Il a cité, entre autres, les avenants à tous vents et dont les montants sont souvent proches, voire équivalents aux enveloppes budgétaires initiales. Cela étant, dans son projet de loi de règlement budgétaire, le ministre des Finances a noté que la consommation effective des dépenses de fonctionnement inscrites dans la loi de finances complémentaire pour 2009 était à hauteur de 84% alors que celle des dépenses d'équipements n'a été que de 65,63%.

Le déficit budgétaire définitif de l'année 2009 était, lui, de 1 381,23 milliards de dinars, soit 14% du PIB. Les autorisations de programmes ont été dotées d'une enveloppe supplémentaire de 442,69 milliards de dinars en 2009. Le Trésor a en outre pris en charge 2,91 millions de dinars de pertes des comptes spéciaux du Trésor et 71,76 milliards de dinars de pertes résultant de la gestion des opérations de la dette de l'Etat.

S. A. I.

DISPOSITIFS ANSEJ ET CNAC

Plus de 500 000 dossiers de micro-entreprises déposés en 2011

Plus de 500 000 dossiers de création de micro-entreprises ont été déposés durant les onze premiers mois de 2011 et plus de 45 000 micro-entreprises ont déjà été créées dans le cadre des dispositifs publics Ansej et Cnac.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le directeur de l'emploi et de l'insertion au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fodil Zaïdi, invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, ces chiffres sont révélateurs à moults égards.

Ainsi, les 504 701 dossiers déposés au niveau de l'Ansej et de la Cnac (respectivement 371 598 et 133 100) et les 45 443 entreprises créées (respectivement 31 204 et 14 239 micro-entreprises) augurent que les objectifs prévus seront atteints (35 000 micro-entreprises financées à l'Ansej et 15 000 à la Cnac).

Ils reflètent l'engouement assez phénoménal, selon lui, des jeunes promoteurs envers ces dispositifs, le nombre des dossiers déposés entre janvier et novembre 2011 représentant pratiquement le quintuple de ceux déposés durant la même période de 2010 (79 000 demandes).

Comme ils démontrent le fait que les banques adhèrent davantage avec 67 248 accords bancaires, en hausse de 122% ! A charge cependant que les projets soient matures et éligibles au financement, l'occasion pour Fodil Zaïdi de minimiser de l'ampleur des cas d'insolvabilité ou défaut de remboursement, avec seulement 2,5% d'échecs et dans la mesure où le fonds de garantie (doté de 40 milliards de dinars) supplée très largement.

Comme de rassurer sur l'accompagnement et l'initiation des jeunes promoteurs à la gestion avant, pendant et après la créa-

tion de leurs entreprises. Mais également d'affirmer que le financement des activités de transport n'est pas interdit mais s'opère de manière régulée.

Evoquant l'autre dispositif public d'insertion professionnelle, le représentant du département de Tayeb Louh fait état de plus de 600 000 insertions dont 240 000 de diplômés enregistrés durant la période précitée.

Et cela même si Fodil Zaïdi estime que ce dispositif est «un plus», la création d'emplois et la résorption du chômage relevant

fondamentalement de la sphère réelle qui doit prendre le relais. Mais aussi d'une dynamique intersectorielle pour l'amélioration de l'employabilité et des qualifications. Et d'autant que le problème de l'adéquation entre les profils et niveaux de qualification et les besoins de certaines entreprises se pose parfois, comme dans le sud du pays. Une région notamment à Ouargla où selon Fodil Zaïdi l'offre excède la demande, les entreprises exigeant des qualifications indisponibles et des demandeurs qui exigent des postes d'emploi dans des entre-

prises précises. Et cela dans le contexte où le marché du placement commence à être mieux encadré, après la disparition des sociétés privées qui «faisaient pratiquement du marchandage de main-d'œuvre, ce qui est prohibé», relève le représentant du MTESS qui indique qu'une dizaine de sociétés privées de placement ont été agréées et une dizaine d'autres sont en voie de l'être, dans le cadre de la nouvelle réglementation et d'une convention avec l'Agence nationale de l'emploi (Anem).

C. B.

AMIZOUR

Les villageois ferment le siège de l'APC

Les protestations sociales sont quasi quotidiennes à travers la wilaya de Béjaïa. Chaque jour que Dieu fait, des actions citoyennes de fermeture de route ou des rassemblements de protestation devant les sièges d'APC, de daïra et de la wilaya sont signalés avec les mêmes revendications liées à l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Cette semaine encore, plusieurs localités ont été le théâtre de manifestations de rue des citoyens en signe de protestation contre la dégradation des conditions de vie dans leur cité. Après la fermeture de la mairie en début de semaine par les villageois de Bouzerouane et le blocage de la RN9 reliant la wilaya de Béjaïa à celle de Sétif, avant-hier, par les habitants du quartier de Tassafat dans la commune de Tichy, ce fut hier mardi au tour des citoyens de cinq villages d'Amizour à investir le front de la

contestation en procédant à la fermeture du siège de leur municipalité.

A travers leur action, les villageois d'El Hamma, Ouaooua, Aregrag, Boumaraw et Drari veulent interpeller les pouvoirs publics sur le calvaire qu'ils endurent quotidiennement. Sur les banderoles déployées sur le lieu de la protestation, on pouvait lire entre autres «pour une répartition équitable des budgets et des PCD».

Dans une plateforme transmise aux autorités concernées, les protestataires demandent le raccordement de leurs foyers au réseau du gaz de ville, l'eau potable, le revêtement des pistes, l'aménagement,

l'équipement et la mise en service de la salle des soins et de l'agence postale, réalisées dans le cadre des PPDR et la construction d'un CEM pour permettre une meilleure scolarité à leurs enfants.

«Nous avons favorisé et emprunté la voie de la sagesse, du dialogue dans le respect des procédures administratives, aujourd'hui c'est l'exacerbation au sein de nos villages. Si nous avons décidé d'investir la rue, c'est parce que notre assemblée a longtemps tourné le dos à nos revendications», se plaignent les villageois mécontents dans leur document.

A. K.

SKIKDA

Les habitants de Aïn Kechra bloquent la RN 3

Les habitants d'Aïn Kechra, commune distante du chef-lieu de la wilaya de Skikda de près 70 km, ont bloqué, dans la matinée d'hier, la RN 43 reliant Skikda à Jijel.

Les principales revendications des contestataires sont le gaz, le transport scolaire et la route. La circulation automobile a été rétablie suite à l'intervention du maire et du chef de daïra d'Aïn Kechra. De rudes négociations ont été entamées pour dissuader les riverains.

Zaid Zoheir